



UNION EUROPÉENNE



Bruxelles, le 19 novembre 2010
16642/10
PRESSE 310

Déclaration de la Haute Représentante Catherine Ashton, au nom de l'Union européenne, sur la situation politique à Madagascar

L'Union européenne reste très préoccupée par la situation politique actuelle à Madagascar, marquée par la décision de la Haute Autorité de Transition de mettre en œuvre la feuille de route issue de l'Accord politique d'Ivato (13 août 2010) et de la Conférence nationale de septembre 2010, qui comprenait notamment l'organisation, le 17 novembre, d'un référendum constitutionnel.

En raison du manque de consensus et de transparence ayant présidé à l'adoption de ce schéma de sortie de crise, l'Union européenne n'a pas pu accepter une demande des autorités malgaches d'envoi d'une mission d'observation électorale de l'UE à Madagascar lors de ce référendum constitutionnel et des élections communales prévues pour le 20 décembre 2010.

Le scrutin référendaire s'est tenu dans le calme le 17 novembre, sur l'ensemble du territoire malgache. Ce même jour, une tentative avortée de coup d'Etat militaire a cependant eu lieu près de l'aéroport international de Tananarive. Elle illustre des tensions économiques, sociales et sécuritaires persistantes.

P R E S S E

Rue de la Loi, 175 B - 1048 BRUXELLES Tél.: +32 (0)2 281 6319 Fax: +32 (0)2 281 8026
press.office@consilium.europa.eu <http://www.consilium.europa.eu/Newsroom>

16642/10

1
FR

L'Union européenne appelle la Haute Autorité de Transition et toutes les parties malgaches de bonne volonté et animées par le souci de l'intérêt national, à reprendre urgemment le dialogue pour que le processus de transition devienne véritablement consensuel et permette la désignation d'un gouvernement d'union nationale et un retour rapide à l'ordre constitutionnel, fondé sur des élections crédibles et transparentes.

L'Union européenne encourage vivement la Médiation internationale conduite par l'Union Africaine et la SADC à réfléchir à la meilleure façon de se réengager rapidement dans le processus malgacho-malgache afin d'en renforcer le caractère consensuel et démocratique avec le soutien de la Communauté internationale. L'Union européenne reste disponible pour contribuer, politiquement et financièrement, à un tel accompagnement, en vue de mettre un terme à une longue crise politique aux conséquences économiques et sociales chaque jour plus lourdes.